

(Solidaires 07/26) Halte à la répression des militant-e-s en Ardèche et ailleurs

17 décembre 2020

Halte à la répression des militant-e-s en Ardèche et ailleurs !

Bien que réelle depuis 2016, la répression à l'encontre des militant-e-s n'a cessé de se renforcer en Ardèche depuis le début de l'année 2020. Après les nombreuses convocations à la gendarmerie de Thueyts en février pendant le mouvement des retraites, on ne compte plus celles au commissariat d'Aubenas depuis la mi-novembre. L'actualité des mobilisations locales actuelles contre le projet de loi « Sécurité globale » serait-elle le motif de cette accélération ?

Mardi 15 décembre, notre camarade, Richard Neuville, militant de l'autogestion, internationaliste, syndicaliste s'est vu signifier une « condamnation pénale » avec une amende pour un acte supposé, survenu lors d'une manifestation intersyndicale contre la réforme des retraites à Lalevade-d'Ardèche le 31 janvier 2020. Il est sanctionné pour l'« apposition d'une publicité sur un équipement public de circulation en agglomération ». Suite à ce supposé acte délictueux, il avait été convoqué à la gendarmerie de Thueyts en date du 8 février, soit une semaine après, audition au cours de laquelle il avait indiqué avoir été présent ce jour-là à la manifestation mais n'avoir rien à déclarer. Près de 80 militant-e-s de différentes organisations syndicales, politiques, associatives, Gilets jaunes, ... l'avaient alors accompagné pour cette audition, convoquée en urgence... Il est permis de s'interroger sur le caractère grotesque de cette accusation, un "papillon" collé au dos d'un panneau, quand les entreprises polluent, pourrissent notre espace, l'espace sonore et le cyber-espace, ... de millions de publicités dont nous sommes les otages abrutis et abêtis.

Les organisations signataires ne laisseront pas isolé-e-s les militant-e-s victimes de la répression du mouvement social et continueront de lutter contre les politiques liberticides et antisociales de ce gouvernement.

Elles s'inquiètent des dérives dangereuses pour la démocratie avec la montée d'un autoritarisme très inquiétant pour les libertés fondamentales et notamment un droit d'expression de plus en plus bafoué.

Elles s'inquiètent du pouvoir discrétionnaire des forces de police et de gendarmerie qui sont instrumentalisées par le pouvoir politique pour intimider, terroriser, criminaliser les militant-e-s. Les ordres, en Ardèche comme ailleurs, ne peuvent venir que de la préfecture où se trouvent les chefs des "forces de l'ordre". La répression est décidée par le pouvoir.

Fait à Aubenas, le 16 décembre 2020

Association pour l'Autogestion (France), Attac (Drôme-Ardèche), Collectif « Plus jamais ça !, Construisons ensemble le jour d'après » (Sud-Ardèche), Ensemble ! (Ardèche), Réseau international de l'Économie des travailleur-se-s / Red internacional de la Economía de los/las trabajadorxs, Solidarité Amérique latine (Solal) (Ardèche), Solidaires Sud Emploi (AURA), Union syndicale Solidaires (Ardèche/Drôme).

Avec le soutien de : UL CGT (Aubenas), LFI (Sud-Ardèche), NPA (Drôme/Ardèche), Parti de gauche (Ardèche), Sud-Éducation (Ardèche), Sud Culture (Drôme-Ardèche), UCL (Ardèche), ...

Halte à la répression des militant-e-s en Ardèche et ailleurs !

Bien que réelle depuis 2016, la répression à l'encontre des militant-e-s n'a cessé de se renforcer en Ardèche depuis le début de l'année 2020. Après les nombreuses convocations à la gendarmerie de Thueyts en février pendant le mouvement des retraites, on ne compte plus celles au commissariat d'Aubenas depuis la mi-novembre. L'actualité des mobilisations locales actuelles contre le projet de loi « Sécurité globale » serait-elle le motif de cette accélération ?

Mardi 15 décembre, notre camarade, Richard Neuville, militant de l'autogestion, internationaliste, syndicaliste s'est vu signifier une « condamnation pénale » avec une amende pour un acte supposé, survenu lors d'une manifestation intersyndicale contre la réforme des retraites à Lalevade-d'Ardèche le 31 janvier 2020. Il est sanctionné pour l'« apposition d'une publicité sur un équipement public de circulation en agglomération ». Suite à ce supposé acte délictueux, il avait été convoqué à la gendarmerie de Thueyts en date du 8 février, soit une semaine après, audition au cours de laquelle il avait indiqué avoir été présent ce jour-là à la manifestation mais n'avoir rien à déclarer. Près de 80 militant-e-s de différentes organisations syndicales, politiques, associatives, Gilets jaunes, ... l'avaient alors accompagné pour cette audition, convoquée en urgence... Il est permis de s'interroger sur le caractère grotesque de cette accusation, un "papillon" collé au dos d'un panneau, quand les entreprises polluent, pourrissent notre espace, l'espace sonore et le cyber-espace, ... de millions de publicités dont nous sommes les otages abrupts et abêtis.

Les organisations signataires ne laisseront pas isolé-e-s les militant-e-s victimes de la répression du mouvement social et continueront de lutter contre les politiques liberticides et antisociales de ce gouvernement.

Elles s'inquiètent des dérives dangereuses pour la démocratie avec la montée d'un autoritarisme très inquiétant pour les libertés fondamentales et notamment un droit d'expression de plus en plus bafoué.

Elles s'inquiètent du pouvoir discrétionnaire des forces de police et de gendarmerie qui sont instrumentalisées par le pouvoir politique pour intimider, terroriser, criminaliser les militant-e-s. Les ordres, en Ardèche comme ailleurs, ne peuvent venir que de la préfecture où se trouvent les chefs des "forces de l'ordre". La répression est décidée par le pouvoir.

Fait à Aubenas, le 16 décembre 2020

Association pour l'Autogestion (France), Attac (Drôme-Ardèche), Collectif « Plus jamais ça !, Construisons ensemble le jour d'après » (Sud-Ardèche), Ensemble ! (Ardèche), Réseau international de l'Économie des travailleur-se-s / Red internacional de la Economía de los/las trabajadorxs, Solidarité Amérique latine (Solal) (Ardèche), Solidaires Sud Emploi (AURA), Union syndicale Solidaires (Ardèche/Drôme).

Avec le soutien de : UL CGT (Aubenas), LFI (Sud-Ardèche), NPA (Drôme/Ardèche), Parti de gauche (Ardèche), Sud-Éducation (Ardèche), Sud Culture (Drôme-Ardèche), UCL (Ardèche), ...

- **Emplacement : ré-agir ensemble** > Mobilisations et actualités > Mobilisations locales et sectorielles >
- **Adresse de cet article :**
<https://solidaires.org/Solidaires-07-26-Halte-a-la-repression-des-militant-e-s-en-Ardeche-et-ailleurs>